

---

**ALLOCUTION DE M. DERYCKE**  
**A LA TABLE RONDE DE GENEVE**  
**SUR LA REHABILITATION DU RWANDA,**  
**LE 18.01.1995**

---

Mesdames, Messieurs,

La tragédie que vient de vivre le Rwanda laisse un peuple déchiré, une administration dépourvue de moyens, une économie exsangue, des milliers de réfugiés et déplacés et beaucoup de misère humaine.

Cette même tragédie laisse aussi beaucoup d'incertitude dans les pays donateurs et a considérablement fait basculer les grands principes de solidarité au sein de l'opinion publique belge en tout cas.

Je ne suis pas ici pour porter la bonne parole, mais pour manifester au peuple rwandais la solidarité de la Belgique et l'assurer de son soutien; pour inviter également la communauté internationale à conjuguer ses efforts pour permettre au Rwanda de renaître à un vie paisible et active.

Le paroxysme des mois passés s'est apaisé, mais les ferments d'autres violences, d'autres misères demeurent:

- si, nous tous ici, Rwandais, autres Nations et Organisations internationales, n'avons pas le courage de regarder la situation avec lucidité et reconnaître l'échec des politiques passées,
- si, tous ici présents, ne sommes pas prêts à assumer nos responsabilités respectives,
- si, tous ici, ne sommes pas déterminés à attaquer les problèmes majeurs à leurs racines. Ce qui veut dire qu'il convient en priorité de créer les conditions de la CONFIANCE pour le retour des réfugiés et des déplacés.

Pour cela:

1. Il faut assurer l'état de droit par des mesures de sécurité auxquelles la communauté internationale doit contribuer, en reconfirmant les droits de propriété et en mettant fin à l'impunité (Le rôle du Tribunal International et du système judiciaire sont en cela primordial).
2. Il faut poursuivre le dialogue avec les anciens cadres civils et militaires qui ne se sont PAS rendus coupables de génocides et même faciliter leur réintégration. Des efforts dans ce sens du gouvernement du Rwanda devront être appréciés à leur juste valeur.
3. Il convient également de maintenir un dialogue permanent avec les pays limitrophes afin de trouver des solutions à l'échelle régionale.

M. le Premier Ministre, permettez-moi ici de faire un appel à vous-même et à votre gouvernement pour insister sur la nécessité de créer les conditions de la RECONCILIATION.

Le gouvernement belge ose suggérer au Rwanda de faire une "déclaration de la main tendue" pour l'organisation d'un débat national

- visant à reconstruire la nation et
- auquel devront participer les forces vives de la nation: églises, forces politiques et les organisations non gouvernementales qui s'efforcent de jouer leur rôle au niveau des associations de base.

Enfin, après 4 ans de guerre, l'Etat a la charge d'une armée considérable, qui, juste après sa victoire, constituait le seul organe structuré qui assura des tâches diverses pour pallier l'absence temporaire de pouvoirs civils. Le Rwanda ne pourra plus continuer longtemps à supporter un tel poids. Il sera amené à réduire armée et à démobiliser un nombre important de soldats à des proportions compatibles avec ses possibilités budgétaires et à lui assigner la vocation dévolue aux forces armées dans un Etat de Droit et démocratique.

Nous, bailleurs de fonds, ne sommes pas ici pour vous offrir un Rwanda "clé sur porte", mais pour appuyer les efforts du peuple rwandais et de ses dirigeants à rebâtir courageusement leur pays. Nous, Amis du Rwanda, ne pouvons guère que nouer la trame des conditions favorables à la reconstitution du tissu social ; le changement des mentalités ne peut être que le fait des Rwandais eux-mêmes.

Dans la mesure où les autorités rwandaises partagent cette approche, la Belgique est disposée à soutenir le programme de réconciliation nationale, de réinsertion des populations et de reconstruction nationale. Vous constaterez demain que l'engagement financier de la Belgique est important. Il sera déboursé progressivement suivant l'évolution et la capacité d'absorption de chaque phase. Nous sommes conscients des difficultés de la tâche.

La phase humanitaire qui a dominé jusqu'à présent ne trouvera sa pleine signification que si l'allègement immédiat des détresses est pris en relais par la phase de réhabilitation qui nous mobilise aujourd'hui. Mais dès à présent une troisième phase réclame toutes nos capacités de conception: un développement économique à long terme qui surmonte les contraintes bien

connues d'un petit pays enclavé, dépourvu de richesses naturelles, surpeuplé, ou la portion de terre de chacun s'amenuise et où les sols s'épuisent. De nouvelles solutions volontaristes sont à trouver. D'ici dix ans, la production vivrière devra tendre vers l'autosuffisance alimentaire. D'ici dix ans, du travail doit être créé en dehors de l'agriculture. Cette vision à long terme implique tout aussi impérieusement le rassemblement de toutes les forces vives et donc l'indispensable réconciliation nationale.

Cette réflexion devra également s'étendre à la région toute entière car les problèmes sont intimement liés, tels les questions des réfugiés, des communications, de l'énergie et la complémentarité économique. Les solutions seront donc sous-régionales, régionales voire même continentales. Je pense que l'Organisation de l'Unité Africaine aura ici un rôle prépondérant à jouer. La communauté internationale a déployé des efforts considérables pour faciliter la naissance des accords d'Arusha dont un des éléments le plus précieux était le principe du partage du pouvoir. Des forces opposées à ce partage et à la paix ont fait éclater un génocide ignoble. Si elle veut être conséquente, cette même communauté se doit de poursuivre sa détermination à appuyer le peuple rwandais dans son aspiration à la paix et au bonheur.

Je vous remercie de votre attention.